Recourir Ã la justice pour forcer les gouvernements Ã lutter contre le rÃ©chauffement

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
November 2022

Le pari du Vanuatu d'impliquer la Cour internationale de justice (CIJ) pour accÃ©lÃ©rer la lutte contre le rÃ©chauffement crÃ©e une lueur d'espoir chez les militants, qui comptent sur le poids du "glaive de la justice" pour faire pression sur les gouvernements. Le gouvernement de la petite Ã®le du Pacifique, en premiÃ¨re ligne face aux impacts du changement climatique, avait annoncÃ© en 2021 vouloir demander un avis Ã l'organe judiciaire des Nations unies. Un an plus tard, l'initiative s'est accÃ©lÃ©rÃ©e avec son lancement formel devant l'AssemblÃ©e gÃ©nÃ©rale de l'ONU, qui devrait voter dans les prochains mois pour y donner suite ou non. La question soumise Ã la CIJ demandera Ã©galement un Ã©clairage sur le lien entre impacts climatiques et droits de la personne ainsi que sur les exigences liÃ©es Ã l'action climatique des Ã©metteurs de gaz Ã effet de serre - passÃ©e, prÃ©sente et future. "Cette campagne est une lueur d'espoir qui a le pouvoir de donner un nouveau souffle aux nÃ©gociations internationales", se rÃ©jouit Yeb Sano, de Greenpeace, soulignant l'excitation autour de cette initiative.

Radio-Canada